



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

PA 2014-2017: passons à autre chose!

Les ordonnances liées à la nouvelle politique agricole viennent de sortir. Les réactions des milieux concernés? Fatalisme teinté d'une insatisfaction larvée, commentaires attristés sur ce que les uns perdent et les autres gagnent. Ce qui a toujours été assez clair, c'est que les grandes lignes n'ont pas bougé: évolution des structures, emballage écologique, plus de pouvoir au marché, ouverture des frontières, moins de surveillance de l'Etat; rien n'a changé.

Une phrase du communiqué de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) nous interpelle. Ce dernier semble avoir déniché une nouvelle définition de la souveraineté alimentaire: *le principe de la souveraineté alimentaire est concrétisé au moyen de mesures de soutien de la stratégie qualité, de contributions à des cultures particulières et du système de paiements directs ciblés, avec sa contribution spécifique à la sécurité de l'approvisionnement.* Il est difficile de blâmer l'OFAG quand l'Union Suisse des paysans lui offre les clous pour crucifier ce concept qui, dans sa version originale, semble si dérangeant pour eux deux.

Mais chiche, découvrons sur quoi repose leur définition.

La **stratégie qualité** est un concept qui pour l'heure se limite à un bel emballage marketing. Ceux qui en profitent sont les transformateurs alors que la qualité intrinsèque des produits en souffre. Ses promoteurs veulent atteindre la *compétitivité par la qualité* et glorifient le *partenariat fairplay* dans les filières. Parmi les signataires de cette charte qualité: ceux qui refusent de fixer un prix indicatif pour les panifiables et ceux qui refusent d'augmenter le prix

indicatif du lait d'industrie. Espérons que l'ordonnance reliée, évoquant l'amélioration des prix à la production et une répartition équitable de la valeur ajoutée, sera plus qu'un vœux pieux.

Les **contributions aux cultures particulières** ont été réduites par rapport à la précédente politique agricole. En effet, pour rendre les cultures fourragères plus attractives, la solution apportée a été de baisser le prix indicatif des panifiables et les primes de culture pour les oléagineuses et les betteraves. Médiocrité quand tu nous tiens!

Quant à la **contribution spécifique à la sécurité de l'approvisionnement**, nous rappelons que la souveraineté alimentaire n'est pas synonyme d'autosuffisance, ni d'autarcie. La question n'est pas seulement combien, mais aussi comment nous produisons.

Identifions ce que leur définition omet d'intégrer

La nécessité d'avoir accès à la terre et d'encourager la **relève paysanne** est une priorité. L'OFAG explique le maintien, voire la légère hausse du revenu par exploitation, par le fait que l'évolution structurelle fera crever des paysans et que le gâteau financier sera partagé par moins d'élus! Quelle belle perspective d'avenir!

Là aussi, des organisations agricoles ont mâché le travail. Quand le Président des Producteurs Suisses de Lait estime qu'en dessous de 50 vaches, il ne vaut plus la peine de construire, c'est un blanc-seing à la restructuration à marche forcée. Mais après quoi courent-ils bon sang? En France, un projet d'étable de 1 000 vaches laitières est en construction. Aux Etats-Unis, ce sont des étables de 40 000 vaches qui sont en projet.

Il en est de même pour la Chine qui se lance corps et âme dans l'agriculture industrielle. L'expérience des praticiens, tout comme les connaissances des 400 scientifiques qui ont rédigé le rapport mondial sur l'agriculture, mènent vers une toute autre opinion. La Migros, écrit avec justesse dans son dernier magazine, que *la durabilité n'est pas un business à long terme pour l'industrie...*

Rien n'est non plus mis en place pour freiner les **accords de libre-échange**, pour éviter le dumping à l'exportation et pour réguler les importations en fonction de critères sociaux ou environnementaux. Pour plus d'équité dans le commerce international, mieux vaut oublier PA 2014-17.

La question de la **gestion des quantités** ne trouve pas non plus réponse puisque l'Etat a tendance à estimer que le marché peut huiler la machine tout seul! Nous sommes au regret de vous rappeler que la main invisible est avare lorsqu'il s'agit de servir les premiers maillons de la chaîne. Quid donc de la **situation sociale** des familles paysannes et des ouvriers agricoles? Se baser sur le chiffre d'affaires des intermédiaires, des distributeurs ou du seul quart d'exploitations les plus performantes, pour jauger la dynamique de notre secteur alimentaire, est trompeur.

Façonnons ensemble un cadre solide redonnant un avenir à une agriculture locale de proximité qui soit rémunératrice pour les familles paysannes en activité, qui offre une place aux générations futures et qui respecte l'environnement social et environnemental dans lequel elle évolue, autant que les collègues paysans au-delà de nos frontières. Ainsi vit la souveraineté alimentaire.



Vision 2035

Nourrir la ville

Page 2



Accord de libre-échange

Suisse-Chine

Page 3



Lait

Points chauds

Pages 5-6

APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE LOCAL

Nourrir la ville

Comment transformer des initiatives isolées, un projet d'agriculture contractuelle par exemple, en un concept global réussi pour les citadines et les citadins autant que pour les paysannes et les paysans? Quelle force pouvons-nous déployer ensemble? Quels rôles jouent les différents organes? Comment établir les contacts?

La rencontre *Nourrir la ville* du 20 septembre à Bienne a abordé ces questions sous plusieurs angles, mais toujours avec le même objectif: trouver de nouvelles solutions collectives pour notre alimentation. Organisée par Vision2035 avec l'aide entre autres d'Uniterre, voici le bilan de cette rencontre où paysans, politiciens, responsables d'ONG et acteurs d'autres milieux ont pu construire des solutions.

Ville et campagne

Le message d'accueil de Barbara Schwickert de la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement à Bienne donne bon espoir à une ouverture de la ville de Bienne à de nouvelles initiatives, malgré un débat austère entamé ce même jour au sein du Conseil de la ville. Les citadin-e-s ont pris la parole pour affirmer leur volonté de prendre plus de responsabilités et de contribuer davantage aux décisions en lien avec la nourriture. Il ne s'agit pas seulement de réfléchir à ce qu'on mange, mais aussi d'imaginer les liens entre la production, la transformation, l'approvisionnement et la gestion des déchets. Aujourd'hui, toute la filière est régie par l'industrie de la transformation, les grossistes et la politique agricole. Toutefois, les participants de *Nourrir la ville* ont partagé l'avis que cette situation n'est pas une nécessité et pourrait changer.

Donner du courage en créant de nouveaux voisinages

Thomas Gröbly de *Redémarrer la Suisse* a remis en cause les modèles d'habitation courants. Voulons-nous vivre ainsi? T. Gröbly plaide pour des *distances pantoufles*. Aujourd'hui, de nombreuses personnes vivent dans des lotissements résidentiels à la campagne, prennent la voiture pour faire leurs achats, aller chez le docteur et se rendre au travail. Ces agglomérations comptent peu de places d'accueil pour enfants et elles n'ont pas de place du village animée. Les habitants consomment dans les centres urbains et rien ne reste en région. Est-ce ce que nous voulons? Quelles sont nos valeurs? *Pourquoi créons-nous, en tant que société, un monde que nous détestons en tant qu'individus*, demande T. Gröbly en citant Frances Moore Lappé, membre du *World Future Council* et Prix Nobel Alternatif. En suivant le lien neustartschweiz.ch/fr, on découvre les relations de voisinage typiques proposées par *Redémarrer la Suisse*.

Toronto, ailleurs et ici?

La présentation de la sociologue Monika Jäggi, bâloise vivant dans la première métropole canadienne, a porté justement sur Toronto, *la ville dans le parc*. Le Canada est très loin, mais les expériences outre-Atlantique sont passionnantes. Toronto est une ville



Restitution d'atelier, Nourrir la ville, Bienne, septembre 2013. Photo Vision2035

de 2,5 millions d'habitants qui a pris conscience de l'importance des stratégies alimentaires. Elle les a intégrées dans sa politique en favorisant l'accès à la terre, la prévention en matière de santé et la sécurité d'approvisionnement, notamment, pour les plus pauvres. Ainsi, Toronto compte déjà plus de 220 jardins communautaires. Londres, Edinbourg et Bristol ont aussi été mentionnées. Les points communs de ces villes: la prise en compte de l'avis de la population dans les processus de décisions concernant l'alimentation et la création d'instruments pour y intégrer l'environnement, la nature et la santé dans une nouvelle optique. Ulrike Minkner d'Uniterre a transposé ces mêmes points au concept de souveraineté alimentaire et à sa mise en œuvre en Suisse. Donnant l'exemple de Genève, Rudi Berli également d'Uniterre a montré de façon impressionnante comment des chaînes de valeur régionales peuvent s'imposer à l'échelle d'une grande région.

Les systèmes d'approvisionnement industriel à l'échelle mondiale sont-ils caducs?

L'auteur et conférencier Philipp Stierand a présenté des thèses provocantes dont la substance n'est que brièvement résumée ici. Selon lui, *le changement de l'échelle spatiale des systèmes alimentaires n'a pas seulement des conséquences sur l'approvisionnement en denrées alimentaires, mais également sur les politiques des villes. Dans le système alimentaire en place, le rôle des villes a été réduit à la consommation. Les villes ont largement accepté ce rôle, un système d'approvisionnement urbain semblant inutile. Ainsi, la responsabilité politique de l'alimentation a pu être transmise aux instances nationales, européennes, mondiales. Maintenant, en raison de problèmes de santé et de société, les consommateurs critiques et des mouvements grandissants poussent les villes à se pencher de nouveau sur*

cette thématique. Il ajoute que les systèmes alimentaires des villes, parce que complètement modialisés, sont superflus. De tels systèmes alimentaires ne sont pas nécessaires à l'approvisionnement des citadins. Dans l'état actuel, ils n'ont aucune composante propre aux villes. Il s'agit plutôt de la partie terminale d'un système alimentaire mondial. En résumé, on peut dire sans exagérer qu'à l'échelle locale, il est délocalisé, morcelé et superflu.

Concrètement, où et comment passer à l'action?

Les réflexions et créatives discussions de la rencontre *Nourrir la ville* portaient toutes sur le rapprochement/sensibilisation de la ville et de la campagne, ainsi que sur le réseautage dans les plans d'action.

Plusieurs niveaux ont été explorés: le seuil des portes citoyennes, les quartiers, la politique, la législation. Par exemple, l'aménagement du territoire devrait être repensé. La séparation spatiale actuelle entre habitation, travail et approvisionnement doit être assouplie. Cela signifie entre autres que les centres d'achat à l'extérieur des villes devraient être remplacés par des projets d'agriculture contractuelle de proximité ou des places communes de jardinage et des installations de compostage dans les quartiers. Aussi, de nouveaux concepts d'approvisionnement des établissements publics devraient être établis.

Dans l'édition de novembre 2013 de *Bio actualités*, Mathias Stalder, co-organisateur de *Nourrir la ville* souligne que la ville de Bienne utilise plus de 2 millions de francs pour approvisionner ses écoles, crèches et homes pour personnes âgées. C'est là qu'une initiative peut intervenir, en demandant un approvisionnement régional et biologique, si possible. Cette initiative sera probablement lancée par Vision 2035 et par les Verts au printemps 2014.

Ulrike Minkner,
vice-présidente Uniterre



Présentation de Rudi Berli, Uniterre, septembre 2013. Photo Vision2035

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LA CHINE

Le monde a besoin de tous ses paysans

Il est inquiétant de constater que l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine, signé le 6 juillet 2013, ait reçu l'approbation tacite et même enthousiaste de presque tous les responsables politiques. L'attitude favorable de l'Union suisse des paysans (USP) est tout à fait incompréhensible. L'USP, qui s'engage pour la sécurité de l'approvisionnement en Suisse, n'hésite pas à s'empêtrer dans des contradictions insoutenables en prenant position pour cet accord de libre-échange.

Le Conseil fédéral maintient son credo politique du libre-échange dans le secteur agricole, contrairement à toute logique et malgré les effets néfastes de la croissance démesurée et de la concurrence sans limites sur les populations, l'environnement et les systèmes politiques. L'accord avec la Chine vient s'ajouter à 27 accords de libre-échange déjà en vigueur. Ces accords privent la Confédération d'importantes recettes fiscales qu'elle devra compenser ailleurs. Ainsi, au lieu de percevoir des droits de douane, la Confédération prélèvera des impôts sur le marché intérieur. Les contribuables suisses ont donc tout intérêt à réfléchir sur les conséquences de ces accords. Leur mise en place détruit graduellement la substance industrielle de l'Europe. Parallèlement, la Chine investit dans les infrastructures européennes (par exemple, dans les ports) et dans l'industrie de transformation (viande, lait, conserves) en Europe et elle participe à l'accapement des terres agricoles à l'échelle mondiale.

On ne peut nier que la politique agricole de la Chine concerne la population suisse. Il est absolument nécessaire que les organisations agricoles observent la logique du libre-échange avec un œil critique et mettent en évidence ses

risques et ses effets indésirables.

Il y a 800 millions de paysans en Chine, c'est presque le tiers du nombre total de paysans dans le monde. La Chine peut se vanter d'un héritage d'une agriculture florissante*. Toutefois, cette haute culture agricole est détruite systématiquement depuis quelque temps déjà, notamment depuis la réforme de 1978, au bénéfice d'une agriculture industrielle. La Chine maintient également un système d'apartheid qui viole méthodiquement les droits des paysans, notamment: le droit à la défense des intérêts, le droit à l'égalité économique (politique fiscale arbitraire), le droit à l'accès à la terre (expulsions), le droit à la liberté de circulation à l'intérieur du pays (passeports régionaux).

Malgré cela, la Chine connaît un mouvement migratoire qui figure parmi les plus importants du monde. Au cours des dernières trois décennies, 280 millions de paysans ont quitté partiellement ou entièrement leurs terres pour chercher un emploi en tant que travailleurs migrants illégaux dans l'industrie d'exportation de la Chine, sans droits sociaux, ni accès à la scolarité pour les enfants, etc. Avec une population de près de 1,4 milliard, la Chine représente le plus grand marché alimentaire du monde, elle possède 9% des réserves d'eau douce et 8% des

terres agricoles utiles.

Ces dernières années, la Chine est devenue le plus grand importateur mondial de maïs et de soja pour garantir un approvisionnement bon marché en viande de poule et de porc à la population urbaine. L'affouragement de 700 millions de porcs est un défi de taille. Avec l'importation de montagnes de soja pour les fourrager, la Chine est à l'origine de changements dramatiques. Dans le sud de l'Amérique latine, on a transformé 30 millions d'hectares de terres en monocultures de soja pour produire du fourrage à bas prix. Les plus grands élevages de porcs et de volailles se trouvent en Chine. Dans ce contexte, les agriculteurs chinois sont confrontés à une importante chute des prix. Ce développement a permis à quelques grandes entreprises de s'enrichir, mais il a également obligé des millions de paysans à abandonner leurs fermes.

Toutefois, d'autres effets indésirables se font sentir et ils s'aggravent: la pollution des eaux et des sols, l'augmentation des gaz à effet de serre, les résistances aux antibiotiques, la destruction de la diversité génétique, les problèmes avec la sécurité des denrées alimentaires et la tolérance à certaines substances, les maladies chroniques, les coûts médicaux

en lien avec l'apparition d'épizooties, l'oppression des petits agriculteurs, l'inégalité croissante des revenus. Voici une multitude de bonnes raisons pour changer de cap, pour garantir une sécurité alimentaire durable et pour satisfaire au besoin d'évolution. Selon le rapport sur l'agriculture mondiale de l'ONU, la poursuite de la politique actuelle n'est pas une option. Il faut trouver des solutions pour une agriculture productrice, verte et sociale. Vu les problèmes des sols, des eaux, du climat et de l'alimentation, il faut opter en faveur d'une agriculture multifonctionnelle, adaptée aux conditions locales avec une structure plutôt petite. Les politiques de l'alimentation et de l'agriculture doivent adapter les conditions-cadres des marchés en conséquence. Dans le système alimentaire de la Chine, l'agriculture familiale joue un rôle clé, elle a besoin de soutien pour se développer durablement. La Confédération et l'Union suisse des paysans pourraient contribuer à œuvrer dans ce sens.

Rudi Berli, Secrétaire syndical

* King, Farmers of Forty Centuries, Or Permanent Agriculture in China, Korea, and Japan, 1911

DROITS ET RESPONSABILITÉS

La frontière, garante d'un commerce plus juste

La souveraineté alimentaire se positionne très clairement sur la question des échanges internationaux. Elle n'a pas pour objectifs de viser à l'autonomie alimentaire ou à l'autarcie, mais bien à tendre vers un commerce international équitable qui seconde le commerce local.

La protection à la frontière par des droits de douane est un outil qui a toujours très bien fonctionné et qui est aisé à mettre en place pour l'ensemble des pays. Aujourd'hui, cet instrument est diabolisé au vu du dogme ambiant qui pousse à déréguler les marchés. Pourtant, que ce soit la Suisse, la Bolivie, la Chine ou le Mali, nous avons tous le droit à nous protéger d'importations qui parviendraient aux portes du pays à trop bas prix. Ces bas coûts peuvent être la conséquence d'un dumping social ou environnemental; à l'exemple des produits chinois tels que l'illustre l'article adjacent (*Le monde a besoin de tous ses paysans*). Ce ne sont

donc pas les paysans chinois qui sont une menace, mais bien un modèle qui prône le toujours plus industriel, plus grand, moins cher. C'est pourquoi nous sommes en droit de nous y opposer.

Mais les droits s'accompagnent la plupart du temps de responsabilités. Notre contribution à un commerce international plus équitable est de renoncer à toutes formes de subventions à l'exportation. Celles-ci détruisent inévitablement les marchés locaux au-delà de nos frontières. C'est ce qui nous avait amenés à nous opposer au cadeau de 20 millions de Mme Leuthard destinés à alléger notre marché laitier au moment de la révolte paysanne en 2009. Exporter nos produits laitiers à des prix en-dessous de nos propres coûts de production c'est mettre à terre nos collègues colombiens, indiens ou sénégalais. Moralement ce n'est pas défendable.

Une initiative sur la souveraineté alimentaire doit donc traiter de la question

du commerce international et ne doit en aucun cas se limiter à trouver des solutions pour notre propre marché intérieur sans se soucier des conséquences de celles-ci sur nos collègues voisins ou d'outre-mer.

Par ailleurs, l'évolution chinoise montre à quel point le modèle économique actuel peut amener à une agriculture et une consommation à deux vitesses qu'Uniterre n'a jamais souhaitées. Pour les riches Chinois, leurs industriels construisent des usines de transformation laitière en Bretagne pour leur vendre du lait *made in France* qui a une meilleure image que le lait *local*. Pour les working poor suisses, nos distributeurs bradent du poulet ou du porc chinois nourri avec du soja sud-américain...

Lancer une initiative sur la souveraineté alimentaire qui propose des réponses à ces dysfonctionnements c'est aussi apporter notre contribution à une amélioration sociale de nos so-



ciétés respectives. La Suisse seule ne parviendra pas à relever ce défi; mais le mouvement de La Via Campesina regroupe plus de 170 organisations dans 70 pays du monde et multiplie les projets tels que le nôtre. Nous ne sommes donc pas seuls.

VHM

Votre publicité ici?
Infos: 021 601 74 67
ou info@uniterre.ch

SEMENCES PAYSANNES

Conserver nos semences pour faire vivre la biodiversité locale!

Les semences sont un bien précieux à ne pas brader au plus offrant. Elles témoignent de la richesse de notre biodiversité ou, a contrario, de son appauvrissement. Depuis quelques années, suite à la prise de conscience du risque de mainmise par les grands groupes agroalimentaires sur ce bien, des poches de résistances se font jour. Des paysans, mais aussi d'autres personnes tout à fait extérieures au milieu paysan, s'y engagent avec passion. Rencontre avec deux d'entre elles!

Nicolas Bloch a foulé la terre paysanne via l'agriculture contractuelle de proximité dès 2009. Proche des *Jardins des Charrotons* et de l'Association *les Artichauts* qui produit des plantons pour les projets contractuels de la région de Genève, il a constaté avec d'autres qu'un bout de la chaîne de production manquait: les semences.

2010 et 2011 ont été consacrées à la réflexion et aux premiers semis sur le site des Charrotons, dans les serres du Parc Beaulieu en plein centre de Genève et dans son propre jardin. En 2011, Nicolas saisit une belle opportunité: il fait connaissance à Genève de représentants du syndicat paysan turc *çiftçi Sendikaları Konfederasyonu* qui, comme Uniterre, est membre de La Via Campesina. Il apprend que ces derniers organisent

une formation pratique avec un sélectionneur de Kokopelli et des gens de Longo maï à Ismir, en Turquie. Il s'y rend et rentre comblé par cette formation qui lui transmet de véritables connaissances, introuvables dans les bouquins.

Nicolas participe alors à la création de *Semences de pays* et noue des contacts étroits avec Sativa à Rheinau, entreprise intéressée à ce que quelqu'un s'engage sur les semences dans la région de Genève. Il apprend beaucoup de ses séjours à Sativa, entreprise organisée, mécanisée, rigoureuse. Nombre de sélectionneurs se considèrent comme des *passseurs de savoir*, en mission pour conserver la biodiversité. Sativa apprécie donc que de nouveaux venus, tels Nicolas Bloch, s'engagent à leurs côtés.

Pour mieux répondre aux attentes, un petit groupe de travail se forme. Il est composé de Sativa, des Jardins de Cocagne, de Semences de pays, de Pro Specie Rara et de François Grosjean, maraîcher à la retraite qui a toujours multiplié ses semences et fait preuve d'un immense savoir-faire. Le groupe choisit 25 variétés dites de Genève ou de Plainpalais, non-hybrides, sélectionnées par M. Grosjean ainsi que des variétés de Pro Specie Rara. Entre 2012 et 2013, le groupe constitue un *catalogue* de spécialités locales dans lequel on trouve entre autres la tomate trophy de Genève, la tomate coeur de bœuf de Chancy, l'artichaut



Porte-graine de cardon épineux

violet de Plainpalais et la courgette verte des maraîchers de Genève que Nicolas commence à tester et multiplier. Certaines variétés ont également été récupérées dans la banque de semences de Changins.

Pour Nicolas, ce travail prend bien plus d'ampleur que ce qu'il avait pensé au départ. Les heures consacrées à cette activité ont explosé. La question qui se pose pour lui est de savoir comment poursuivre ce travail. Pour le moment,

il est seul, n'est pas du tout mécanisé, n'a pas de trieuse à graines, peu ou pas d'espace à disposition pour stocker des machines. Si son association a bénéficié d'un don d'une fondation pour démarrer cette activité, la question d'un salaire à plus long terme est posée. Il espère également trouver quelqu'un avec qui il pourrait partager le travail et les expériences, pour enrichir ce projet.

Le travail de multiplication qu'il fait pour Sativa et pour Pro Specie Rara est rémunéré. Par contre, les semences qu'il propose aux individus sont gratuites avec, pour seule condition, une incitation à

Les sélectionneurs se considèrent comme des passeurs de savoir, en mission pour conserver la biodiversité. - N. Bloch

Je veux apprendre pour partager! - N. Bloch

ce que ces derniers les multiplient également. Son objectif est ainsi de remettre non seulement

des semences en circulation mais également des savoirs. Lorsqu'il a eu le déclic sur la question des semences, il s'est dit qu'il fallait agir et qu'il pouvait faire quelque chose à son niveau. *Je veux apprendre pour partager. J'ai eu la chance de rencontrer M. Grosjean avant qu'il arrête complètement. Il était le dernier, alors qu'il y a tellement de connaissances qui font partie du savoir oral.*

Cette année, il a semé trois variétés de carottes de la banque de semences de Changins. Il a fait des calculs de



Sélection de variétés de tomates, banque de semences de l'Association Glâne Ouverte

rendement, évalué la forme, et la qualité gustative crue et en jus. Il a aussi travaillé sur un porte-graine de cardon pour le blanchiment en cave.

Pour l'heure, Nicolas n'a pas de soucis avec la législation puisqu'il reste facilement dans le cadre des variétés de niche. Mais après? Se posera alors l'éternelle question de l'interprétation des termes *mises à disposition et échanges de semences*.

Son objectif est bien de mettre en circulation des semences non-hybrides,

sans OGM, sans brevet, librement reproductibles. Il resterait volontiers *simple* établissement multiplicateur qui fournit ensuite les graines à d'autres, tels Pro Specie Rara ou Sativa qui les revendent, plutôt que de commercialiser lui-même, activité qui engendre une charge de travail supplémentaire. Ses projets à court terme? Dégoter un céleri-pomme local intéressant, multiplier davantage de semences de laitue et trouver un haricot plein champ résistant aux maladies.

Geneviève Lambert habite dans la Glâne, non loin de Romont. Lorsque l'Association *Glâne Ouverte* a lancé en 2011 un forum destiné à répertorier les souhaits des habitants, plusieurs ont évoqué la nécessité d'avoir une banque de semences locales.

Sensibilisée par les scandales de Monsanto et les OGM, soucieuse de l'avenir de notre agriculture et de notre

nourriture, elle se lance dans l'aventure: sélectionner et multiplier des semences qui s'adaptent à leur climat, à une région située entre 600 et 1000 m d'altitude. En janvier 2012, une première rencontre a lieu chez elle avec une dizaine de personnes dont deux multiplient déjà pour Pro Specie Rara. Il s'agit de Christine Dafflon qui a hérité du savoir de ses parents paysans en Bourgogne et de Beatrice Hurni, paysanne en biodynamie à Romont.

L'objectif premier de cette équipe est de mettre sur pied une banque de semences à but non lucratif. Très organisées, elles se retrouvent une fois par mois pour répartir le travail et échanger leurs connaissances en séances de cours de 30 minutes, sur une thématique bien précise. Chacune d'elle, à tour de rôle, suit également une formation Pro Specie Rara. L'hiver est consacré à battre les semences, à les séparer, les observer, les reconnaître. Le comportement en cave des légumes racines et des crucifères tels que les choux est également observé. D'avril à novembre, la majeure partie du travail et de leurs rencontres se fait à l'extérieur. Elles visitent en tournus leurs jardins et procèdent au choix de ce qu'elles conservent ou non. Les semences sont réparties entre les multiplicatrices pour éviter les croisements non désirés. Aujourd'hui, 6 personnes constituent le noyau dur de leur association, mais leur objectif est de rassembler entre 40

à suivre en page 5

Suite de la page 4

et 60 personnes prêtes à multiplier ces semences, en échange d'en recevoir gratuitement. Ainsi elles pourraient se limiter à multiplier une racine et un légume par exemple. *Nous voulons apprendre à multiplier pour nous prémunir contre les mauvaises surprises dans le secteur des semences. Chacune d'entre nous a la capacité d'agir. Sur nos semences, personne n'a pris le pouvoir et nous créons ainsi de la sécurité dans l'insécurité alimentaire actuelle. Nous préférons rester en dehors du système commercial et ne pas apparaître dans les listes officielles.*

En 2012, elles ont goûté 16 variétés de tomates, dont 7 ont été sélectionnées. Chaque multiplicatrice en a multiplié une ou deux. *C'est un apprentissage constant car c'est par les actes que nous identifions ce que nous ne maîtrisons pas encore, ce que nous avons omis. Certaines étapes sont pour nous encore floues alors qu'elles paraissent couler de source pour d'autres. D'où l'importance de la transmission du savoir. Et puis, il faut travailler avec la nature qui n'a pas toujours le même agenda que les Hommes. Ainsi, il arrive qu'une année soit perdue. Pour Geneviève Lambert, une à deux générations de paysans ont pris l'option d'acheter quasi systématiquement leurs semences car l'industrie les a convaincus que c'est bien plus facile si d'autres sélectionnent à leur place. Mais la perte de savoir et d'indépendance est maintenant avérée. Il faut arrêter de faire trop confiance et chercher à récupérer nos semences.*

*Propos recueillis par
Valentina Hemmeler Maïga*

Plus d'infos:
semences.artichauts.ch
glaneouverte.ch

Votre publicité ici?
Infos: 021 601 74 67
ou info@uniterre.ch

LAIT

Ligne blanche, le point de la situation

Le Conseil fédéral va donner sa position sur ce dossier en fin d'année. L'office fédéral de l'agriculture doit rendre son rapport au printemps 2014. L'actualité concernant ce dossier est brûlante; il s'agit de faire le point.

Retour sur le questionnaire de l'OFAG

Il y a de cela quelques mois, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a émis un questionnaire pour sonder l'avis des acteurs de la filière sur ce dossier. Uniterre et plusieurs organisations de producteurs (Big-M, NBKS,...) ont refusé de le remplir et l'ont fait savoir par voie de presse. Les questions étaient clairement orientées vers une volonté de libéraliser. Pire, les avis des 25'000 fermes laitières du pays n'étaient pas pris en compte, contrairement aux principales entreprises actives dans la transformation et la vente. La proportionnalité et la représentativité des acteurs étaient donc, dès le départ, clairement biaisées. Et cela se ressent clairement dans les réponses ci-dessous:

- un tiers des entreprises qui ont répondu sont, sur le principe, en faveur d'une ouverture de ce marché. Un autre tiers est clairement défavorable et le troisième tiers représente celles qui ne se sont pas positionnées sur cette question.
- du côté des opportunités, les entreprises voient bien entendu une amélioration du potentiel de vente et de meilleures perspectives d'exportation, un accès aux marchés européens, une plus grande compétitivité, une simplification de l'organisation des marchés et un renforcement de l'acceptation par l'opinion publique.
- du côté des risques, la diminution du prix du lait aux producteurs revient

Le Conseil fédéral devrait donner un message plutôt ouvert, tout en stipulant que des mesures de compensation ou des soutiens devraient être accordés obligatoirement aux producteurs.

Il ne va pas être forcément évident de négocier les mesures de compensation suisses avec l'UE. Bruxelles pourrait y voir des mesures de distorsion sur son marché et imposer à la Suisse d'autres mesures.

le plus souvent. La pression sur la production et la transformation par l'augmentation des produits importés, une plus grande volatilité des prix et un taux de change défavorable aux exportations sont évoquées.

Pas un mot sur les pertes d'emplois agricoles, sur la sécurité de l'approvisionnement, ni sur la traçabilité des produits. Rien non plus sur les problématiques qu'engendrent une industrialisation et une concentration de la production, rien sur la problématique de la gestion des quantités, sur l'occupation décentralisée du territoire et rien concernant les consommateurs. Bref, l'industrie sort ses sempiternels arguments de marché tout en se pré-occupant finalement très peu de ses fournisseurs et des consommateurs. Ces arguments ont déjà été usités des centaines de fois, notamment pour faire passer la pilule du Cassis de Dijon. On en connaît les résultats.

Le Conseil fédéral va donner son avis

C'est confirmé! Dès la session parlementaire de décembre 2013, la commission économie et redevances va plancher sur ce dossier. Le Conseil fédéral devrait ensuite se prononcer avant la fin de l'année. D'après les bruits qui courent dans les couloirs du Parlement, le Conseil fédéral devrait donner un message plutôt ouvert, tout en stipulant que des mesures de compensation ou des soutiens - non encore chiffrés - devraient être accordés obligatoirement aux pro-

ducteurs et... pourquoi pas à certains secteurs sensibles de la transformation? Cette dernière hypothèse a été soulevée par Bernard Lehmann lui-même lors d'un exposé! *Il faut explorer toutes les pistes*, a-t-il souligné!

De son côté, l'OFAG prépare un rapport sur la question. Il devrait être finalisé au printemps 2014 et devrait comprendre notamment une estimation chiffrée d'un tel accord.

L'UE pourrait imposer ses conditions

Si aujourd'hui, les négociations de libre-échange agricole avec l'Union européenne sont au point mort, cela ne veut pas dire qu'elles le sont définitivement. L'Europe souhaite plutôt imposer ses conditions pour l'agriculture en général et n'est plus très favorable à des accords sectoriels. Dans ce contexte, il ne va pas être forcément évident de négocier les mesures de compensation suisses avec l'UE. Bruxelles pourrait y voir des mesures de distorsion sur son marché et imposer à la Suisse d'autres mesures. Ce qui pourrait encore augmenter les impacts - déjà désastreux - d'un tel accord pour la production laitière nationale.

La population suisse devrait-elle se positionner?

Si rien ne bouge, l'avenir de la production laitière suisse pourrait donc se jouer dans les couloirs des Parlements européen et suisse. Même si aujourd'hui la proposition d'entrer en matière pour libéraliser la ligne blanche ne passait pas la rampe à Berne, la question va très certainement se reposer demain ou après demain. D'où l'importance de mettre rapidement en place en Suisse comme en Europe, des conditions cadres et des outils de gestion des marchés laitiers qui permettent une rémunération équitable aux producteurs.

Il est également primordial que les familles paysannes s'invitent d'une manière ou d'une autre dans ce débat, afin que ce dernier sorte des salons feutrés du Parlement et s'installe dans la population. D'ailleurs, et au vu des conséquences dramatiques pour l'agriculture du pays, un tel accord ne mériterait-il pas l'avis du peuple? La question mérite d'être posée. Et le débat, de s'ouvrir largement!

*Nicolas Bezençon,
Secrétaire syndical*

L'utopie des indociles 40 ans de Longo maï

Que se passe-t-il quand 30 jeunes partent pour construire un autre monde?

Vernissage
Mardi 3 décembre, dès 19h

La poésie en voyage
Jeudi 5 décembre, 19h

Conférence-débat sur les utopies d'hier et d'aujourd'hui
Mardi 17 décembre, 20h

Genève. Grütli Maison des Arts
16, rue du Général-Dufour
3 au 21 décembre 2013 / 10h à 20h

prolongomaif.ch



LAIT

A quoi joue la Fédération des producteurs suisse de lait?

Après avoir écouté les bonnes paroles de Bernard Lehmann, profitez de l'apéro, du repas offert par la fédération et surtout n'oubliez pas de visiter le Stade de Suisse! Ne pensez pas trop au marché laitier, chères familles paysannes, votre Fédération est là pour y penser et vous conseiller! Payez pour le marketing générique – car il faut bien que les gens consomment du lait - mais s'il vous plaît, ne vous battez plus pour le prix du lait, car sur ce point, la FPSL ne peut plus rien faire, c'est le marché qui décide. Ce que nous pouvons encore influencer c'est la politique agricole, avec l'USP.

Voilà, de manière très ironique, ce que j'ai ressenti à la sortie de cette première assemblée des délégués menée par la nouvelle direction de la FPSL. Et malheureusement ce n'était pas un cauchemar, mais la réalité.

Il faut dire que je n'y suis pas allé dans un esprit très positif. J'avais dans la tête cette interview d'Hanspeter Kern, publié dans L'Agri du 11 octobre 2013. Il s'exprimait sur l'ouverture de la ligne blanche. Voici quelques extraits que je me permets de commenter.

A la question, capitale, de l'influence de la FPSL sur une gestion centralisée des quantités et sur la poursuite – ou non – de cet objectif, le Président répond qu'actuellement il n'existe plus d'instrument pour intervenir sur la gestion du marché. Notre tâche est de fournir aux producteurs et à leurs organisations des informations sur le marché pour qu'ils puissent s'organiser au mieux.

C'est un aveu que l'IP-lait ne fonctionne pas et que la présence ou non de la FPSL n'y change rien. Il faut donc développer d'autres choses, c'est en tout cas ce que pourrait exiger les membres d'une organisation professionnelle qui est sensée défendre leurs intérêts. Les producteurs d'Uniterre, Big-M et le NBKS ont pourtant fait des propositions en 2012, qui n'ont toujours pas été examinées sérieusement par la FPSL. Les forces contre tout système de régulation, au sein même du comité directeur, ont sans doute tué ces discussions, comme elles ont eu raison de la Direction précédente.

Une récente enquête en Valais a montré que les producteurs attendaient un système de régulation national. En Europe, un observatoire du marché devrait se mettre en place et des discussions intenses sont menées par l'European Milk Board et d'autres organisations pour que l'Europe d'après 2015 ait un système de régulation des quantités par le prix. Les idées et les réflexions ne manquent pas. Ces dossiers, portés par des milliers de familles paysannes suisses et européennes devraient avoir une résonance au sein de la FPSL, mais ce n'est manifestement plus le cas. Même au plan politique, l'idée d'un système de régulation pourrait avoir du soutien. Mais comment espérer l'amener à la tribune sans que la FPSL en soit

convaincue et prenne ses responsabilités d'organisation sensée représenter les producteurs de lait?

A la question relative à une augmentation de l'influence des discounters sur la baisse des prix aux producteurs, M. Kern répond que nous n'avons aucune influence sur la fixation des prix au niveau du commerce de détail, et il ajoute qu'il est normal qu'un produit de valeur comme le lait coûte plus cher que de l'eau minérale.

Il oublie de dire que la FPSL peut agir sur les transformateurs de lait qui ne font que répercuter les pressions des grands distributeurs pour avoir du lait moins cher et en quantité. C'est Crémo et ses porteurs d'eau qui ont ouvert le débat sur l'ouverture de la ligne blanche. C'est encore eux qui profitent que le lait soit une denrée sensible et périssable pour faire signer des contrats misérables et contre-nature (quotas mensuels, sans prix, etc). Il omet également de dire qu'une bonne partie des consommateurs comprend que la valeur du lait est supérieure à celle de l'eau minérale. Beaucoup d'entre eux seraient même prêts à payer équitablement les familles paysannes pour qu'elles continuent de leur fournir du lait tous les jours. Seulement les grandes surfaces ne le permettent pas. Dès lors pourquoi la FPSL n'organise-t-elle pas le développement et la multiplication des initiatives de vente directe, de projets régionaux de vente et de transformation? Elle pourrait ainsi promouvoir le bien-être des familles paysannes et des artisans au même titre que le lait pour le bien-être des os! Ainsi elle ferait d'une pierre trois coups. De la promotion pour le lait, pour le portemonnaie des familles paysannes et mettrait sous pression les acheteurs, qui se retrouveraient réellement en concurrence... avec leurs fournisseurs! Ainsi la FPSL serait vraiment dans le marché et défendrait enfin les intérêts de ses membres! Les exploitations sont disséminées sur l'ensemble du territoire, un formidable terrain de promotion à exploiter... et pas seulement lors de votations!

M. Kern ne le sait peut-être pas, mais ce n'est que lorsque que les paysans poussent la Fédération qu'il a une marge de manœuvre pour discuter et négocier.

En cela la grève du lait fut un exemple frappant. En 2008, la FPSL a eu soudain un réel poids dans les négociations. Elle s'est soudainement retrouvée dans la réalité des marchés. Aujourd'hui, la FPSL devrait organiser et planifier ses membres paysans pour que de telles situations de pression se reproduisent. Car comme dit le proverbe, c'est en forgeant que l'on devient forgeron, c'est donc en luttant que l'on devient fort. Le fatalisme n'a jamais payé.

Sur la politique extérieure enfin, il est demandé à M. Kern quelles seront les influences de l'abandon du contingentement laitier européen sur les producteurs suisses. Sa réponse est troublante. Il part du principe que l'abandon des quotas laitiers n'aura pas un gros impact sur les quantités de lait (...), qu'à l'échelle européenne les quotas ne sont pas totalement utilisés puis il ajoute qu'en Suisse nous serons compétitifs que si les exploitations s'agrandissent, (...) en tout cas en plaine.

Réduire la problématique européenne à quelques statistiques n'est pas digne d'un Président d'une Fédération nationale. Les problèmes engendrés par la libéralisation ne se résument pas à la quantité de lait produite mais doivent être observés sous plusieurs angles. Je n'en cite que quelques uns:

L'angle territorial et ses emplois

décentralisés: à savoir l'impact d'une déprise laitière de régions entières au profit des gros bassins de production plus concurrentiels, mais extrêmement endettés.

L'angle prix et marché: comment renforcer le pouvoir de négociation et le regroupement des producteurs qui ne peuvent, légalement, s'organiser qu'au plan régional face à des acheteurs internationaux. Comment assurer une production suffisante alors que la volatilité des prix augmente, faisant craindre des dizaines de milliers de faillites et l'arrêt de tout investissement dans la production comme dans la transformation.

L'angle de la crise: quels outils mettre en place au plan européen, pour faire face à des crises d'approvisionnement? Quels sont les filets de sécurité pour éviter l'arrêt de milliers d'exploitations? Comment gérer l'afflux massif d'argent hors agriculture qui pourrait être investi dans de très grosses fermes-usines?

L'angle financier: qui paiera les pots cassés en cas de gros problèmes, le budget européen à l'agriculture est-il suffisant pour assurer de manière durable l'existence des fermes laitières en Europe?

Sans oublier l'angle des consommateurs et des politiques qui pourraient exiger plus de traçabilité, de proximité et une production laitière qui n'est pas forcément la plus compétitive, mais qui garantit d'autres plus-values en termes de prix, de qualité des produits, de durabilité et d'occupation des territoires!

L'European Milk Board et d'autres organisations paysannes font le forcing pour que l'Union européenne mette en place un système de régulation par le prix payé aux producteurs (tunnel de prix). Ce système a l'avantage de garantir des prix du lait satisfaisants aux producteurs et favorise une production

à suivre en page 7



Lait Equitable, Uniterre.

Suite de la page 6

qui colle aux besoins du marché.

Quant au message - nous serons compétitifs que si les exploitations (suisses) s'agrandissent, il manque sincèrement de nuance et d'objectivité ce d'autant plus que les acheteurs européens tiennent le même discours à leurs producteurs. J'estime que venant d'une faitière de producteurs, c'est grave. C'est encourager la spécialisation et l'endettement des exploitations et donc leur vulnérabilité dans un environnement de prix qui ne cesse de fluctuer. Or, pas besoin d'avoir fait HEC pour comprendre que la plus-value d'un investissement ne se fait que si le prix du lait est supérieur à celui des coûts qu'il engendre. En terme de marché, de tels mots d'ordre fourbissent les armes des acheteurs car un fournisseur est bien plus maniable et facile à mettre sous pression s'il est endetté. Celui qui est en manque de liquidité ne pourra faire autre chose que de livrer à n'importe quelles conditions... à perte ou pas.

A ce sujet, il est toujours intéressant de lire dans l'étude de la Haute école des sciences agronomiques, sur l'impact d'une ouverture de la ligne blanche, que les fermes moins spécialisées et ayant des revenus de différentes filières s'en sortiront mieux que les spécialisées...

Nicolas Bezencon,
Secrétaire syndical

Osons un lait de qualité
PARABOL
Bolus naturel
en cas de
Cellules somatiques
trop hautes
LGC SA
1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

APPEL A SOUTIEN

Pour renforcer son travail d'information auprès de la population et de lobbying auprès des institutions agricoles suisses, Uniterre a besoin de votre soutien.

Un grand merci de votre appui.

Uniterre p.a. Mme Aline Franel
Le Crépont, 2105 Travers
Banque Raiffeisen Basse-Broye Vully
Compte Uniterre No 28496.55
IBAN: CH50 8012 3000 0028 4965 5
CCP de la Raiffeisen 17-6872-4

SPÉCULATION SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES

Le peuple votera!

Les jeunes socialistes suisses ont lancé en octobre 2012, avec l'appui d'Uniterre, du VKMB, d'ONG, des Verts et des Socialistes, une initiative populaire pour mettre un terme à la spéculation sur les denrées alimentaires. Moins de 12 mois après le début de la récolte, 130'000 signatures ont déjà été récoltées. C'est un succès qui permettra de lancer un débat de fond en Suisse sur cette pratique qui consiste à faire des profits sur la nourriture.

Si le système alimentaire dysfonctionnait déjà depuis plusieurs décennies, la situation s'est aggravée suite aux crises financière et immobilière qui se sont succédées entre 2005 et 2008. Les spéculateurs, échaudés par ces marchés en déroute ont choisi de s'immiscer massivement sur les marchés des matières premières agricoles et ont fini par les déstabiliser. Leur but étant de faire un maximum de profit en un minimal de temps, cela ne pouvait être que dévastateur pour des produits essentiels à la vie. Si nous n'avons ressenti que peu d'effets chez nous, cette spéculation a été un des facteurs clés qui ont entraîné la crise alimentaire de 2007-2008 et permis d'atteindre le chiffre honteux de plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim. La hausse brutale du prix des denrées alimentaires a provoqué les fameuses émeutes de la faim ou de la vie chère dans nombre de pays en développement

qui étaient devenus fortement dépendants des importations alimentaires. La facture des importations de ces pays a augmenté de 56% en 2007-2008 par rapport à l'année précédente qui elle même avait déjà subi un bond de 36%.

La spéculation est aussi à l'origine de la volatilité croissante des prix. Les montants des investissements spéculatifs sur les marchés à terme des céréales sont passés de 5 milliards en 2000 à 175 milliards en 2007 au pic de la crise alimentaire. Soit un montant multiplié par 31! Ces grands fonds investissent de l'argent non pour acheter ou vendre des matières premières, mais uniquement pour spéculer sur les variations des cours. Ce boursicotage à grande échelle a une influence directe sur le prix déterminé pour les transactions physiques de marchandises et influence la vie de milliards de personnes. Pour le blé, dont les contrats à terme sont négociés à Chicago, la proportion des opérateurs en couverture physique est passée de 88% en 1996 à 36% en 2008, ainsi les spéculateurs contrôlent plus de la moitié des échanges. Cette financiarisation extrême a donné le premier rôle aux spéculateurs sur le marché des matières premières agricoles. Ce système de marché défie le pouvoir d'achat et sacrifie sur l'autel du profit les droits fondamentaux à la nourriture,

Les paysans, les consommateurs ont été boutés hors du système alimentaire pour être remplacés par des intermédiaires très puissants qui ne cessent de s'accaparer le pouvoir décisionnel.



Manifestation contre les traders organisée notamment par Uniterre et JSS, novembre 2012

à la terre ou à l'eau. Les paysans, les consommateurs ont été boutés hors du système alimentaire pour être remplacés par des intermédiaires très puissants qui ne cessent de s'accaparer le pouvoir décisionnel. Ainsi, quelques petites centaines de sociétés contrôlent 70% des choix et des décisions prises en ce qui concerne l'alimentation ou les principales ressources telles que la terre, l'eau, les semences. C'est une situation inédite.

La Suisse au cœur du système

La place financière suisse est un acteur clé dans cette spéculation sur les denrées alimentaires. Elle est le siège d'un grand nombre d'entreprises de négoce des matières premières et d'acteurs de la finance: 50% du café, 50% du sucre, 35% des céréales (dont le riz) et des oléagineux sont négociés dans le seul Arc lémanique! Globalement, plus d'un quart des matières premières agricoles sont négociées en Suisse. Quelles en sont les raisons? Nos pouvoirs publics ont offert à ces entreprises des avantages fiscaux particulièrement attrayant. Celles-ci ont par ailleurs bénéficié d'une place financière déjà spécialisée sur ces questions. Enfin, la discrétion de la Suisse sur les opérations financières a fortement favorisé l'opacité de ce système. Ces sociétés ont également profité du statut de paradis fiscal de la Suisse. Ainsi, elles ont mis en place

un système appelé optimisation fiscale qui consiste à déclarer leurs bénéfices dans notre pays plutôt que dans les pays d'origine des produits. En constituant un réseau de filiales, leurs gains ont été multipliés.

Nos banques investissent plus de 3,6 milliards de nos francs dans les paris sur les matières premières agricoles. Et ce n'est que la surface émergée car ce chiffre ne tient pas compte des fonds traditionnels ou spéculatifs distribués aux clients institutionnels (par exemple les fonds de pension) et à certains clients très fortunés. Les opérations effectuées par les banques pour elles-mêmes et les produits structurés sur les matières premières ne sont également pas compris dans ce montant global. Plus agressifs encore que les banques, les fonds spéculatifs (Hedge funds) parient sur la hausse comme sur la baisse des prix d'un produit alimentaire. Nombre de ces sociétés sont installées à Genève ou à Zurich. Enfin, chacun d'entre nous participe indirectement à cette spéculation puisque nos fonds de pension investissent plus de 5% de leur capital dans les placements alternatifs dont font partie les matières premières agricoles. Il y a donc plusieurs angles pour dénoncer ces pratiques et tenter d'y mettre un terme.

Valentina Hemmeler Maïga
Secrétaire syndicale

Source: La spéculation alimentaire fait exploser les prix, 2013, Collection Repères, Pain pour le prochain et Action de Carême, 35 pages. www.painpourleprochain.ch

à suivre en page 8

SPÉCULATION SUR LES DENRÉES ALIMENTAIRES

INTERVIEW AVEC FILIPPO RIVOLA VICE-SECRÉTAIRE CENTRAL JEUNESSE SOCIALISTE SUISSE

Quel a été le déclic qui vous a motivé en 2012 à lancer une telle initiative?

Nous avons eu envie de faire quelque chose de différent, une initiative qui s'occupe d'un problème méconnu, mais qui a des graves conséquences. Plusieurs idées avaient été mises sur la table, mais celle-ci est rapidement sortie du lot. On était scandalisé par la seule idée qu'on puisse faire de la spéculation sur les denrées alimentaires et que cela péjore le problème de la faim. Nos membres aussi ont été vite enthousiasmés par le projet et se sont engagés avec conviction.

Quel écho avez-vous rencontré dans la rue lors de la récolte?

La grande majorité des personnes n'avait jamais entendu parler de cette problématique et était dégoûtée par ces pratiques. Mis à part quelques traders et partisans du libéralisme, presque tout le monde a signé l'initiative. On

arrivait à faire signer aussi des politiciens de l'UDC ou du PLR, des partis qui normalement n'ont pas beaucoup de sympathie pour notre mouvement.

Quels sont les points centraux sur lesquels il faudra batailler dans la campagne?

On n'a pas encore élaboré notre stratégie. Mais je pense qu'on mettra en évidence le rôle de la Suisse dans cette spéculation, le fait qu'elle n'est pas nécessaire et qu'elle nuit aux intérêts du peuple suisse, notamment aux agriculteurs. Bien évidemment, on axera la campagne aussi sur la problématique de la faim, mais on n'utilisera pas d'images d'enfants africains affamés car on veut éviter de faire du populisme simpliste.

Comment se présente l'échéancier?

L'initiative sera déposée dans les prochains mois, une fois que les communes auront validé toutes les signa-



Filippo Rivola, JSS

tures. Ensuite, c'est tout le parcours parlementaire qui se met en route et il y a de nombreux obstacles à franchir. Il y a de nombreuses façons pour retarder le traitement d'une initiative, notamment avec un contre-projet. Il est pour cela difficile de faire une prévision fiable, mais on peut penser que la votation aura lieu en 2016.

*Propos recueillis par
Valentina Hemmeler Maïga*

Agenda

Manifestation contre les différents accords de libre-échange - parallèlement à l'ouverture de la conférence ministérielle de l'OMC à Bali

3 décembre, 18h-20h
Genève, zone piétonne du Mont Blanc

Initiative Uniterre souveraineté alimentaire: Débattons! Construisons! Chablais-Valais
jeudi 5 décembre, 20h
Motel de Rennaz

Séance publique d'information: nouvelle ACP à Nyon
11 décembre à 20h
Nyon, Salle du Conseil communal de la Ferme du Manoir (Place du Château 2)

Infos: www.uniterre.ch > Agenda

DES NOUVELLES DE VOTRE SYNDICAT

Condamnation de Pringy

Etant donné le manque de garantie financière, Uniterre a décidé de ne pas poursuivre la procédure. Les quatre producteurs ont été reconnus coupables de tentative de contrainte et de séquestration. Ils sont condamnés à 80 heures de travail d'intérêt général, avec un sursis de 2 ans et une amende de 300 Frs. Au total, la procédure a coûté 12'800 Frs en frais de justice et d'avocat. Bien entendu Uniterre s'est acquitté de l'ensemble des frais et des amendes. Au vu des finances actuelles, c'est une somme importante. Si vous souhaitez nous soutenir n'hésitez pas à faire un don (Banque Raiffeisen Basse Broye Vully CCP de la Raiffeisen 17-6872-4 IBAN: CH17 8012 3000 0028 4966 7/ CH CB 80123)

Vu la situation actuelle du marché laitier, il va sans dire que nous ne regrettons en aucun cas l'action. Elle était nécessaire et importante pour thématiser la problématique, qui reste actuelle.

Initiative souveraineté alimentaire

Plusieurs séances ont lieu dans les sections et des contacts se font avec

les autres groupes qui souhaitent lancer une initiative. Un suivi de la presse est également effectué en Suisse alémanique et en Romandie.

Villes et alimentation

Uniterre a collaboré à plusieurs événements avec Vision 2035 dans la Ville de Bienne, notamment à la journée « nourrir la ville ». Des perspectives pour développer des marchés locaux pour les producteurs autour de Bienne existent, notamment pour fournir les crèches et la restauration collective. Uniterre est intéressé à suivre de près la démarche.

La section genevoise a été approchée par le Mouvement populaire des familles pour collaborer à plusieurs « brunch branchés » organisés dans les maisons de quartier autour de produits tels que la tomate ou la pomme de terre.

Dossier laitier

Suite à la dernière conférence européenne sur le marché laitier, organisée par Dacian Cioloș et regroupant plusieurs centaines de représentants des différents milieux de la filière laitière européenne, EMB, Momagri (Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture) et le Copa-Cogeca ont présenté leurs

stratégies de gestion du marché laitier européen après 2015.

Suite à cela, Uniterre, membre d'EMB et d'ECVC, a provoqué une rencontre entre EMB, Momagri et ECVC pour trouver une stratégie commune lors des débats futurs au Parlement et au Conseil des Ministres qui vont définir la nouvelle politique laitière de 2015. Une première rencontre devrait avoir lieu avant Noël à Bruxelles. En Suisse, le secrétariat a fixé son attention sur la problématique de l'ouverture de la ligne blanche. Les sections d'Uniterre sont en train de prendre des dispositions pour mettre en place des débats à ce sujet afin de vous informer. Une rencontre avec l'OFAG est prévue en décembre. Selon le message du Conseil fédéral, nous intensifierons le débat avec nos membres à ce sujet.

Production fourragère

Lors de la dernière assemblée des délégués de la FSPC, une résolution a été prise pour soutenir la production locale de cultures fourragères. Uniterre l'a saluée car elle va dans le sens de ce que le syndicat propose depuis de nombreuses années. Uniterre souhaite maintenant la création d'une plateforme nationale sur ce sujet, dont les participants seraient les différentes organisations de filière et le

monde de la recherche. Des contacts sont actuellement pris dans ce sens.

ACP et vente directe

Uniterre a reçu mandat de la Fédération romande de l'agriculture de proximité (FRACP) pour tenir le secrétariat. Ce travail correspond à un 20% environ. Uniterre, en partenariat avec la Ville de Nyon travaille à la réalisation d'une nouvelle structure ACP. Une première séance d'information, destinée aux consommateurs de Nyon et aux producteurs du district de Nyon est déjà prévue le 11 décembre à 20h à la salle du Conseil communal de la Ferme du Manoir, Place du Château 2 à Nyon.

Le secrétariat

Recherche bénévoles

Chers membres, votre syndicat effectue 3 à 4 fois par année des mises sous plis relativement importante. Pour soutenir notre administratrice, nous cherchons des personnes qui seraient disposées à offrir, sans engagement ferme, environ une demi-journée par an à Uniterre.
Prêts? 032 863 2092 MERCI!